

Communiqué du Bureau politique MOC Verviers

Crise politique à Verviers : Et les citoyens dans tout cela ?

7 juin 2021

Depuis le dépôt en juin 2020 d'une motion de méfiance contre le président socialiste du CPAS, Verviers est en crise. Cette motion a déclenché la fameuse « saga verviétoise » que nous connaissons malheureusement trop bien. L'actualité politique a depuis été rythmée par une scission interne du PS local, l'éjection de la bourgmestre socialiste, la mise en place d'une nouvelle majorité balayée par le Conseil d'État en octobre, la paralysie complète des négociations entre les partis et depuis un nouveau bras de fer entre personnalités pour briguer le poste de bourgmestre et ceci en total irrespect des résultats démocratiques issus des urnes. Aux dernières nouvelles, une nouvelle coalition (PS-MR-NV-CDH) serait en gestation... Cette « bonne nouvelle » ne peut effacer les trop nombreux mois de paralysie complète de notre démocratie locale.

En tant que société civile, le MOC Liège-Verviers estime que le jeu a assez duré. Il existe des lois et celles-ci doivent être respectées. Le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) ne peut être impunément détourné à des fins politiques. Plus grave encore, notre organisation se demande si l'intérêt des citoyens verviétois est toujours au cœur des préoccupations des élus communaux et des partis. Notre démocratie locale semble dorénavant davantage ressembler à un lieu où prédomine la partitocratie, les intérêts personnels, les égos, les guerres de clans et la recherche de mandats ou postes rémunérés.

En plus de ternir l'image de Verviers, cette crise ne fait qu'agrandir le fossé entre les citoyens et le monde politique. Fort de notre expérience en éducation permanente, nous nous demandons s'il sera désormais possible de réconcilier les citoyens à la vie politique face à de tels événements.

Le MOC Liège-Verviers réclame le respect des lois et la fin de cette saga indigne d'une ville de 55.000 habitants qui est, rappelons-le, le chef-lieu de son arrondissement. Verviers aspire à mieux alors que la réalité du terrain est préoccupante avec un taux de chômage administratif de 22,3% (13,1% en Wallonie) et un revenu moyen par habitant de 14.535 euros (17.672 euros en Wallonie).

Notre ville de Verviers est à un moment clé de son histoire et est à la recherche d'un second souffle. Nous en appelons à la responsabilité des élus communaux toujours en place. Le développement économique et l'emploi, les politiques sociales et culturelles, l'insertion et la bonne gouvernance devraient être au cœur des préoccupations de nos mandataires. De nombreux élus semblent oublier l'importance de cette relance urgente et de leur engagement politique envers les citoyens verviétois...

